

JOURNAL DE S^T-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

PREMIER D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG

Russie	Autriche	Prusse	Angleterre	France	Belgique	Italie	Espagne	Portugal	Grèce	Egypte	Etats-Unis d'Amérique
12 r.	12 r.	12 r.	12 r.	12 r.	12 r.	12 r.	12 r.	12 r.	12 r.	12 r.	12 r.
12 r.	12 r.	12 r.	12 r.	12 r.	12 r.	12 r.	12 r.	12 r.	12 r.	12 r.	12 r.

En ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.
à l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} janvier.
Les abonnements datent du 1^{er} de mois; leur durée ne doit jamais dépasser 12 mois.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour impériale, au point de Police et à l'administration du journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouk, 15.
Abonnements pour l'extérieur: adresser les lettres à l'administration du journal, Maximilianovsky pérouk, 15. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement en argent, soit en timbres poste de 5 cop., et au dessous.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'administration du journal, Maximilianovsky pérouk, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 7 janvier.

RAPPORT DU MINISTRE DES FINANCES A S. M. L'EMPEREUR SUR LE BUDGET DE L'EMPIRE POUR 1873. SANCTIONNÉ PAR SA MAJESTÉ LE 30 DÉCEMBRE 1872.

Sire,
Le ministre des finances a l'honneur de soumettre à Votre Majesté Impériale les données de la prévision des recettes et des dépenses de l'Empire pour l'exercice 1873.

I. Le budget de l'exercice 1873 prévoit :

Recettes.	
Recettes ordinaires	495,220,001 r.
Recettes d'ordre	19,263,741
Ressources spéciales destinées aux travaux des chemins de fer et des ports	2,866,092
Total des recettes	517,349,834 r.
Dépenses.	
Dépenses ordinaires	494,192,329 r.
Non-valeurs dans les revenus	1,000,000
Dépenses d'ordre	19,263,741
Dépenses temporaires, sur les ressources spéciales, pour les travaux des chemins de fer et des ports	2,866,092
Total des dépenses	517,322,162 r.

II. Les revenus ordinaires présumés par le budget de 1873 présentent, comparativement aux prévisions de 1872, une augmentation de 24,371,676 r., les recettes d'ordre une diminution de 160,410 r., les ressources spéciales destinées aux travaux des chemins de fer et des ports une réduction de 4,059,234 r. L'accroissement final de l'ensemble des recettes publiques s'élève à 20,152,032 r.

Comparées par chapitres aux prévisions de l'exercice 1872, les prévisions de l'exercice 1873 aux revenus ordinaires donnent une augmentation de 27,386,555 r. sur 29 chapitres et une diminution de 3,014,909 r. sur 7 chapitres.

L'augmentation porte principalement sur les chapitres suivants :

1^{er} L'évaluation du produit de l'impôt des boissons, calculée d'après les recouvrements des dernières années, offre un accroissement de 4,173,178 r.

2^o La prévision de la recette de l'accise du tabac, établie sur la même base, présente une augmentation de 1,804,965 r.

3^o La prévision du produit de l'accise du sucre de betterave est élevée de 1,420,380 r. par suite de l'augmentation de la norme de travail quotidien des appareils de saccharification, conformément à la décision du conseil de l'Empire sanctionnée par S. M. l'Empereur le 10 juin 1872, et par suite aussi de la bonne récolte des betteraves en 1872.

4^o L'évaluation de la recette des domaines est augmentée de 7,261,500 r. en tenant compte de la progression continue de ce revenu.

5^o Calculé sur la même base, le produit présumé des droits de timbre, d'enregistrement et de greffe présente un accroissement de 1 million 979,000 r., dont 794,000 r. pour les droits de timbre et 1,185,000 r. pour les droits d'enregistrement et de greffe.

6^o Le produit de la vente d'immeubles de l'Etat est augmentée de 1,794,156 r., principalement par suite du transport, à ce chapitre d'une partie de l'obrok des anciens paysans domaniaux des gouvernements de l'Ouest, qui a été convertie en paiements de rachat.

7^o Le revenu présumé des chemins de fer est élevé de 1,870,870 r., par suite de l'accroissement des remboursements à effectuer par les compagnies d'après les engagements contractés par elles vis-à-vis de l'Etat.

8^o La prévision des recettes du gouvernement général du Turkestan est augmentée de 1,546,470 r., par suite principalement de l'inscription au budget des perceptions opérées dans le territoire du Zarathouste.

9^o Le montant des fonds de concours au trésor sur différentes ressources est accru de 1,333,957 r., d'après un accroissement correspondant dans les dépenses imputables sur ces ressources.

10^o La prévision des recettes accidentelles et diverses est augmentée de 1,518,956 r. d'après les recouvrements de ces revenus.

11^o Indépendamment de ces accroissements, qui se rapportent aux chapitres les plus importants, le budget prévoit des augmentations assez considérables sur les chapitres suivants :

212,600 r. sur les dépenses industrielles et commerciales ; 206,205 r. sur le droit des mines ; 259,554 r. sur le revenu de la monnaie ; 166,896 r. sur le revenu des postes ; 270,006 r. sur le produit des télégraphes ; 196,867 r. sur le revenu des forêts ; 404,350 r. sur les recettes du Transcaucasie. L'augmentation présumée de ces revenus est basée principalement sur les recouvrements des dernières années.

Le budget prévoit, aux revenus ordinaires les diminutions suivantes comparativement à 1872 : 1,543,661 r. sur les impôts personnels ; 1,105,020 r. sur le revenu des sels ; 365,628 r. sur diverses recettes. La diminution du produit des impôts personnels provient principalement de la conversion d'une partie de l'obrok des anciens paysans domaniaux des provinces de l'Ouest en paiements de rachat, transportés au chapitre de la vente d'immeubles de l'Etat, — et en partie de la diminution du nombre des contribuables, par suite du passage de contribuables de ces impôts dans d'autres classes de la population, et enfin de la réduction de l'impôt proportionnel des gouvernements de l'Ouest. La diminution présumée dans le revenu des sels résulte principalement de la réduction prévue de la vente des sels de l'Etat dans les gouvernements du royaume de Pologne, en regard à l'introduction dans ces gouvernements du sel le revenu permanent du sel, l'accise, — prévue au même chiffre qu'en 1872 (8,800,000 roubles).

III. Comparativement aux chiffres du budget

de 1872 les dépenses ordinaires présumées pour l'exercice 1873 présentent une différence en plus de 24,752,370 r., les dépenses d'ordre une diminution de 184,555 r. et les dépenses sur ressources spéciales une différence en moins de 4,059,234 r., correspondant à une réduction égale dans les ressources spéciales. Le montant total des dépenses prévues s'élève à 20,508,581 roubles de plus qu'en 1872.

Aux dépenses ordinaires le budget prévoit 24,906,573 r. d'augmentations sur certains chapitres et 154,203 r. de diminutions sur d'autres chapitres.

Les principales augmentations sont les suivantes :

1^o Une somme de 4,680,034 r. sur le service de la dette publique. Ce surcroît se rapporte en entier aux intérêts et à l'amortissement des obligations consolidées des chemins de fer russes (5,462,178 r. d'augmentation) ; cette dépense est remboursable par les compagnies et a le caractère d'une avance garantie par la fortune de ces dernières. Pour les autres paiements du service de la dette publique, le budget prévoit une réduction de 782,144 r.

2^o Les dépenses du ministère de la guerre présentent une augmentation totale de 9 millions 481,891 r., qui porte principalement sur les chapitres suivants : 359,934 r. sur la solde ; — 2,801,659 r. sur les vivres ; — 1,402,823 r. sur les fourrages ; — 753,950 r. sur l'équipement ; — 1,378,153 r. (par suite de la conversion partielle de la servitude des logements militaires en tace en argent) sur les logements militaires ; — 1,217,065 r. sur l'entretien de l'artillerie de campagne et de place ; — 452,668 roubles sur l'entretien de l'administration locale ; — 913,103 r. sur les frais d'envoi en mission, de déplacement, d'estafettes, les dépenses extraordinaires, etc. ; — 230,994 r. sur l'entretien des bâtiments et des fortifications ; — 260,424 r. sur dépenses diverses. Les dépenses militaires donnent, sur quatre chapitres une diminution de 730,863 r., dont 479,305 r. sur la fabrication de munitions de guerre et 150,550 r. sur la remonte du matériel du génie.

3^o Le budget prévoit au ministère de la marine un surcroît de dépenses de 3,893,261 r., qui porte principalement sur les constructions navales ; 2,129,319 r. sur les constructions navales ; 767,782 r. sur la navigation intérieure ; 386,385 r. sur la solde, 461,263 r. sur les édifices et logements de la marine.

4^o Les dépenses présumées du ministère des finances présentent un accroissement final de 822,397 r., qui porte principalement sur les chapitres suivants : 443,897 r. sur la fabrication d'armes et de munitions pour les ministères de la guerre et de la marine ; 270,221 r. sur la fabrication des papiers de l'Etat, temporairement augmentée ; 308,052 r. sur l'entretien des administrations locales (principalement par suite de l'élévation du traitement du personnel de la garde frontière) ; et 256,949 r. sur les dépenses d'administration des accises, des domaines, de la monnaie et des mines. Pour les autres dépenses se rapportant à des besoins généraux, le surcroît est de 262,895 r. Il y a par contre une diminution de 354,140 sur les pensions et secours, principalement par suite de la réduction du nombre des sous-officiers et soldats ayant droit à des secours ; de 319,000 r. sur les dépenses extraordinaires de l'administration générale dans les gouvernements ; et de 41,477 roubles sur les diverses dépenses.

5^o Au ministère de l'intérieur les dépenses prévues présentent une augmentation finale de 414,002 r., les principaux surcroîts sont les suivants : 592,332 r. sur l'entretien des prisons, le service des étapes et l'organisation des bagages ; 268,897 r. sur l'entretien de l'administration des gouvernements ; 209,952 r. sur le service des chevaux de poste ; 65,890 r. sur dépenses diverses ; ces augmentations sont atténuées par une réduction de 723,069 r. sur dix chapitres.

6^o L'ensemble des dépenses du ministère de l'instruction publique présente un accroissement de 1,047,014 r., qui porte principalement sur les chapitres suivants : 446,617 r. sur l'entretien des gymnases ; 328,984 r. sur l'entretien des écoles de district et de paroisse, des écoles primaires et des écoles spéciales ; 126,956 r. sur l'entretien des universités et des lycées ; et 141,179 r. sur le service de l'instruction publique du culte grec-uni.

7^o Les dépenses prévues au ministère des voies de communication présentent au total un accroissement de 4,199,088 r., qui provient principalement de l'allocation de 4,460,355 r. de plus qu'en 1872 pour les paiements en garantie d'intérêts aux compagnies de chemins de fer, allocation basée sur les résultats présumés de l'exploitation.

Les surcroîts de dépenses prévus pour les autres services sont : 46,539 r. pour les grands corps de l'Etat ; 153,509 r. pour le saint-synode et le culte orthodoxe ; 19,508 r. pour le ministère de la justice ; 43,404 r. pour le contrôle de l'Empire ; et 545,926 r. pour l'administration civile du Transcaucasie.

Le budget prévoit une diminution de 20,526 r. au ministère des affaires étrangères ; de 117,081 r. au ministère des domaines ; de 15,298 r. à la direction générale des haras ; et de 1,298 r. pour l'administration de la justice dans les gouvernements du royaume de Pologne.

Il ressort des chiffres qui précèdent que le montant total des recettes prévues par le budget de 1873 couvre l'ensemble des dépenses présumées de l'exercice et présente même un léger excédent (27,572 r.).

Les prévisions d'accroissement des revenus portées au budget de 1873 sont justifiées par les résultats des exercices antérieurs ; les recouvrements effectifs des recettes ordinaires, qui étaient de 421,000,000 r. en 1868, ont constamment progressé dans ces dernières années ; ils se sont élevés en 1869 à 457,000,000 r. en 1870 à 480,000,000 r., et en 1871 à 508,000,000 r., chiffre qui dépasse de 13,000,000 r. la prévision de 1873 (495 millions r.). Les résultats définitifs de l'exercice 1872 n'ont naturellement pas pu encore être déterminés, mais il est certain que les recouvrements de cet exercice ont permis, sans re-

courir ni à un accroissement des impôts ni aux ressources du crédit, de couvrir toutes les dépenses de l'année, malgré l'augmentation considérable que celles-ci ont présentée sur la prévision.

En soumettant ces résultats à Votre Majesté Impériale, le ministre des finances ose exprimer la confiance qu'avec les progrès du bien-être public et l'accroissement correspondant des revenus, l'équilibre de plus en plus marqué des recettes et des dépenses assurera sur une base solide et satisfaisante la complète et régulière des besoins de l'Etat et la situation des finances publiques. (Message officiel.)

RÉSUMÉ DU BUDGET DES RECETTES ET DÉPENSES DE L'ÉTAT POUR L'EXERCICE DE 1873.

Recettes de l'Etat.

I. Recettes ordinaires de l'Etat.

Impôts :

a. Impôts directs (impôts et patentes de commerce) 107,349,129 r.

b. Impôts indirects (droits et accises) 264,674,785

Droits régionales 22,493,623

Biens de l'Etat 43,975,393

Recettes diverses 50,842,136

Revenus du Transcaucasie 5,875,059

Total des recettes ordinaires de l'Etat 495,220,001

II. Recettes d'ordre 19,263,741

Total 514,483,742

III. Ressources spéciales pour la construction de chemins de fer et le creusement des ports et les terrassements des mûles à Odessa 2,866,092

Total général des recettes de l'Etat 517,349,834 r.

Dépenses de l'Etat.

I. Dépenses ordinaires de l'Etat.

Dette publique 91,061,609

Institutions supérieures de l'Etat 1,833,889

Ressort du saint-synode 9,559,438

Ministères :

Maison de l'Empereur 8,953,679

Affaires étrangères 2,455,027

Guerre 165,646,007

Marine 24,662,529

Finances 78,377,208

Domaines de l'Empire 42,910,640

Intérieur 12,802,615

Instruction publique 26,825,306

Voies de communication 10,603,485

Justice 2,044,063

Direction générale des haras 677,331

Dépenses pour l'administration de la justice dans le royaume de Pologne 810,625

Dépenses du Transcaucasie 6,166,604

Total des dépenses ordinaires 494,192,329

II. Non-valeurs dans les recettes 1,000,000

III. Dépenses d'ordre 19,263,741

Total 514,456,070

IV. Dépenses temporaires extraordinaires, pour constructions de chemins de fer, converties par des ressources extraordinaires spéciales 2,866,092

Total général des dépenses 517,322,162

Excédent de recettes 27,672

Total égal 517,349,834

PARTIE NON OFFICIELLE.

L'Agence télégraphique internationale communique aux journaux russes le télégramme suivant :

« Rostov sur le Don, 6 janvier. — S. A. I. M^{re} le grand-duc lieutenant de l'Empereur au Caucase a traversé notre ville aujourd'hui à 1 heure 20 minutes du soir, se dirigeant sur Taganrog. »

— Nous empruntons au *Messageur de Cronstadt* les renseignements qui suivent sur les croisières de la flotte de la guerre russe en 1872 :

« La grande escadre pratique était composée de deux détachements. Les principaux résultats de sa croisière ont consisté, outre les manœuvres habituelles (tir à la cible, descentes, courses de vitesse, etc.), dans l'essai de cinq nouvelles frégates cuirassées, lequel a donné pour tous les navires des résultats satisfaisants. Une des frégates, le *prince Pjotrsky*, a même dépassé les prévisions. C'est un excellent navire de pleine mer, non seulement comme steamer, mais encore comme voilier. »

« Trois escadilles d'application ont navigué dans les eaux du golfe de Finlande et de la mer Baltique. Une petite escadille mise à la disposition de M. l'aide de camp général Popov a procédé à diverses expériences. Les yachts impériaux et les bâtiments de l'équipage de marine de la garde, des détachements de canonnières et de petits bateaux à vapeur ont tenu la mer et rempli différentes missions dont ils étaient chargés. »

« Le personnel de la flotte de la Baltique en activité de service se composait de 5 amiraux, 722 officiers, 50 gardes-marine et conducteurs, 334 élèves des écoles de marine et 10,153 matelots. »

« Le nombre des navires qui ont croisé dans la mer Noire a été de 18. Il s'y trouvait en outre 3 phares flottants. »

« La flotte de la Caspienne se composait de 24 bâtiments, montés par 85 officiers et 1,036 matelots. »

« Dans celle de la Sibirie, ont pris part aux croisières 29 navires, montés par 131 officiers et 1,369 matelots. »

« Dans les mers étrangères se trouvaient : Méditerranée 5 bâtiments ; océan Pacifique 5 ; mer Jaune 2. »

La frégate *Scutella*, à bord de laquelle S. A. I. M^{re} le grand-duc Alexis Alexandro-

vitch accomplit un voyage de circumnavigation, n'entre point dans ce compte. »

— Le nombre des visiteurs des musées de l'Académie des sciences a été en 1872 de 41,132, ce qui donne une moyenne de 791 visiteurs pour chaque jour d'admission. (Gazette de St-Petersbourg.)

— Le siège de la direction de l'arrondissement douanier de St-Petersbourg se trouve depuis le 1^{er} janvier à Vassili-Ostrov, 4^e ligne, entre la Grande et la Moyenne perspective, maison n° 25. (Message officiel.)

— La *Rigasche Zeitung* du 4 janvier dit que la navigation était ouverte à cette date dans tous les ports des provinces baltes et qu'à Riga même elle n'a point été close cette année. La Duna a été convertie de glace, il est vrai, dans l'intérieur de la ville, mais les navires entraient toujours librement au Mithlgraben et à Boldera.

— Comme nous l'avons déjà annoncé, c'est demain, lundi, 8 janvier, que la 1^{re} chambre du tribunal d'arrondissement de Moscou doit juger le procès de Natchetev, l'assassin de l'étudiant Ivanov. Le *Messageur Judiciaire* dit que l'acte d'accusation se fonde exclusivement sur les dépositions des complices in-meurtr. Onssensky, Kounzetsow, Pryjov et Nicolaeu. Ces individus se trouvant au bagne, leurs dépositions seront lues à l'audience. Le nombre des témoins cités par la cour est de six. Ils auront à déposer sur les faits qui ont précédé la perpétration du crime. L'accusation est confiée à M. le procureur Joukov. On avait voulu nommer d'office à l'accusé un avocat, mais il s'y est refusé. Le nombre des billets d'admission distribués au public est de 270.

— L'Indicateur du ministère des finances publie le relevé comparatif des importations et des exportations de l'Empire depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 1^{er} novembre 1871 et 1872. Voici ce relevé :

Importations.

1871 1872

Sucres bruts, pouds 2,261 7,082

Sucre raffiné, sucre candi, en pains et en cassons, etc. 3 4

Thé de Canton, 55,021 50,694

Café, 41,520 48,627

Huile, 121,421 134,616

Vin, 86,397 109,646

Vin, 50,046 45,240

Vin de Champagne, 97,355 105,999

Sel, 908,504 1,233,679

Tabac en feuilles, 19,436 21,691

— roulé et en cigares 277 368

Coton brut, 216,688 218,449

— filé, 21,141 30,063

Bois de teinture, 58,838 28,343

Indigo, 2,551 1,354

Huiles volatiles d'éclairage, 259,516 233,762

Fonte non ouvrée, 297,873 228,642

Fer en barres, fer fondu et vieux fer, 636,279 433,707

Rôle de fer pour chaudières et blindages, 134,989 131,809

Feuilles de fer, 398,456 1,041,851

Fer de rails, 41,677 51,079

Plomb, 3,528 7,044

Laines brutes, — non filées, 1,244 86

— artificielles, 2,999 2,805

— et poils filés, 16,340 15,604

Soie, 1,165 1,683

Soude, 88,053 77,859

Huile, 3,855,756 3,927,281

Locomotives, locomobles, pièces et accessoires de machines, 164,740 83,575

Tissus de coton, 6,744 6,934

— laine, 13,023 11,616

— soie, 1,326 1,328

— lin, valeur en r. 187,710 172,591

Exportations.

Voici donc le résultat auquel cette feuille croit devoir s'attendre :

Parti	Adversaires	constitués	Voix
Basse-Autriche	34	1	
Haute-Autriche	8	3	
Salzbourg	3	1	
Bohême	33	33	24
Moravie	14	9	11
Silésie	12	1	
Galicie	9	37	11
Bukovine	3	5	
Styrie	18	4	
Carinthie	8	1	
Carniole	4	4	
Gorice	2	3	
Istrie	2	3	
Trieste	1	2	
Dalmatie	2	6	
Tyrol	5	10	2
Vorarlberg	1	2	
Total	155	114	64

« Nous n'avons mis sous la rubrique « voix assurées au parti constitutionnel », dit la *Neue freie Presse*, que celles des voix sur lesquelles le parti peut compter en tous cas. »

— Le sous-comité de la commission des finances de la Chambre des Députés, chargée d'examiner la motion concernant l'exposition universelle, a décidé de proposer le vote des sept millions complémentaires réclamés par le gouvernement, tout en se réservant le droit de demander des comptes détaillés.

— Les facultés de droit et de médecine de l'université d'Innsbruck ont résolu d'adresser au gouvernement une pétition demandant l'exclusion des jésuites de la faculté de théologie attachée à cette université. (*Neue freie Presse*.)

— La cour d'appel de Prague a confirmé le jugement du tribunal de première instance condamnant Rzehak à douze ans de travaux forcés et Czerwenka à six ans de la même peine pour préméditation d'un attentat contre la vie du baron de Koller, gouverneur de la Bohême. Kanka a été acquitté.

France.

Le défaut d'espace nous oblige à renvoyer à demain le compte-rendu de la séance du 15 janvier, dans laquelle la commission des Trente a entendu les explications de M. Thiers. Nous nous bornons à reproduire le texte de l'avant-projet communiqué par la sous-commission et destiné à servir de base à la discussion qui va s'engager au sein de la commission générale. Le voici :

L'Assemblée Nationale, réservant dans son intégrité le pouvoir constituant qui lui appartient, mais voulant apporter des améliorations aux attributions des pouvoirs publics,

Décide :

« Article 1^{er}. L'art. 1^{er} de la loi du 31 août 1871 est modifié ainsi qu'il suit : Le président de la République communique avec l'Assemblée par des messages qui sont lus à la tribune par un secrétaire de l'Assemblée. Il sera entendu par l'Assemblée lorsqu'il le jugera nécessaire et après l'avoir informée de son intention par un message. »

« La discussion à l'occasion de laquelle le président de la République veut prendre la parole est suspendue après la réception du message et le président sera entendu le lendemain, à moins qu'un vote spécial ne décide qu'il sera le même jour. La séance est levée après qu'il a été entendu. La discussion n'est reprise qu'à une séance ultérieure ; la délibération a lieu hors de la présence du président de la République. »

« Art. 2. Le président de la République promulgue les lois d'urgence dans les trois jours, et les lois non urgentes dans les mois après le vote de l'Assemblée. Dans le délai de trois jours, lorsqu'il s'agit d'une loi non soumise à trois lectures, le président de la République aura

le droit de demander par un message motivé une nouvelle délibération ; pour les lois soumises à la formalité des trois lectures, le président de la République aura le droit, après la deuxième, de demander que la mise à l'ordre du jour pour la troisième délibération ne soit faite qu'après le délai d'un mois. »

« Les interpellations ne peuvent être adressées qu'aux ministres et non au président de la République. »

« Art. 3. Après la séparation de l'Assemblée Nationale, le pouvoir législatif sera exercé par deux Chambres. »

« La commission est chargée de préparer : 1^{er} un projet de loi sur l'élection des députés ; 2^o un projet de loi sur la nomination et les attributions d'une seconde Chambre. »

Sur les quinze présidents de bureaux élus le 15, treize appartenaient aux fractions de la droite, deux autres, MM. Gauthier de Rumilly et Ferry, sont du centre gauche.

On attribue l'échec de la gauche à un manque d'exactitude de ses membres, beaucoup à la défection de la partie du centre gauche dirigée par M. Casimir Périer. Il paraît, en effet, d'après la *Correspondance universelle*, que les dissidents du centre gauche ont voté avec la droite, et auraient assuré sa victoire quand bien même les députés de la gauche auraient été exacts. Les trois groupes de la gauche avaient, au contraire, décidé de soutenir les candidatures de MM. Casimir Périer et Ferry. M. Casimir Périer a été battu, comme on sait, par M. Raudot.

— L'Agence Havas nous apprend que 2 milliards 200 millions ont été versés actuellement sur les trois milliards de l'emprunt.

— Le *Bien public* du 14 contenait un note faisant entendre que la tolérance du gouvernement ne saurait aller jusqu'à permettre à certains journaux de donner le titre de Napoléon IV au fils de Napoléon III : en effet, Napoléon III, quoique déchu, tenait son titre d'un vote populaire et les convenances voulaient qu'on le lui conservât, ce qui n'est pas le cas pour le représentant actuel d'une dynastie deux fois condamnée par l'Assemblée souveraine.

L'Ordre reproduit la note du *Bien public* et il la fait suivre de quelques réflexions dont la substance est que l'organe du parti bonapartiste respecte l'Assemblée souveraine, reconnaît la régularité des pouvoirs existants et se défend de vouloir travailler à l'affaiblissement du régime actuel.

« Si le gouvernement estime qu'il y a un danger quelconque à laisser donner au prince impérial le titre de Napoléon IV, et à supposer que cette qualification entraînerait avec elle, dans une mesure quelconque, une consécration officielle, il fait très bien de s'y opposer ; son premier devoir est de maintenir la paix publique. »

— D'après l'Agence Havas, deux officiers d'état-major, le chef d'escadron de Creny, ancien officier d'ordonnance de Napoléon III, et le commandant Hepp, secrétaire du conseil d'enquête des capitulations, ont demandé l'autorisation de se rendre à Chislehurst. Elle leur a été refusée, parce qu'ils sont en service actif.

Parmi les personnages arrivés à Chislehurst le 14 janvier, nous citerons MM. Chasseloup-Laubat, les amiraux Jurien de la Gravière et Rigault de Genouilly, le général Exelmans et sa femme, les généraux Frossard et de Montebello, et M. Strauss, ancien directeur des bals de l'Opéra.

Les conseils communaux de Naples et de Vérone ont adressé à Chislehurst des télégrammes de condoléance. A Vérone, une souscription est ouverte pour élever un monument à Napoléon.

— On lit dans le *Journal des Débats* :

« Nous apprenons une nouvelle qui ne sera pas sans produire une certaine sensation dans le monde politique et militaire. M. le général Trochu quitte définitivement les rangs de l'armée. »

« On sait qu'aux termes de la loi du 4 août 1839 et du décret du 1^{er} décembre 1852, les généraux de division ayant commandé en chef une armée devant l'ennemi sont maintenus, sans limite d'âge, dans l'état-major de l'armée, et ne peuvent, sans leur consentement, être mis à la retraite. »

« Aussi n'est-ce que sur la demande formelle de l'ancien président du gouvernement de la Défense nationale, qui a voulu réaliser enfin les intentions qu'il avait tant de fois manifestées, que M. le ministre de la guerre a prescrit la liquidation de sa pension de retraite. M. le général Trochu n'est d'ailleurs âgé que de cinquante-sept ans. »

« Entré en 1835 à l'école spéciale militaire, l'ancien gouverneur de Paris était général de division depuis le 4 mai 1859. On se rappelle qu'il avait en la molle gauche emporté par un coup de canon à l'assaut du bastion central de Sébastopol. »

« A la suite de sa démission de membre de l'Assemblée Nationale, le général s'était retiré à Tours, où il se proposait, nous assure-t-on, de continuer à résider. »

Grande-Bretagne.

On mande de Londres le 15 au soir :

« Les funérailles ont commencé à onze heures précises. On compte 3,000 Français dans le parc de Camden. Le char mortuaire est attelé de huit chevaux noirs caparaonnés. »

« A onze heures et demie, le cortège se met en marche dans l'ordre suivant :

« Le duc de Bassano, le baron Bourgoing, une députation ouvrière, les chanoines du chapitre de Saint-Denis, le char funéraire, et, autour de celui-ci, les généraux Fleury, Castelnau, de la Moskova, de Bévillie. »

« En tête du cortège et derrière le char, le prince impérial, couvert d'un manteau de deuil et portant le grand-cordon de la Légion d'honneur. »

« Derrière le prince impérial, les princes de la famille impériale, le duc Huescar, le comte Thomas y Caro, neveu et cousin de l'impératrice, le prince de Wagram, lord Sydney, représentant la reine d'Angleterre, les représentants de l'armée italienne, le général Carrara, le lord-maire, les schériffs et cinq schériffs de Londres, le général Simons et cinq élèves de l'école de Woolwich, les maréchaux, amiraux, anciens ministres, les diplomates, les généraux, officiers de l'armée de terre et de mer, la maison militaire et civile, les officiers des postes et des princesses, les sénateurs, députés, conseillers d'Etat et les députations. »

« Le cortège se rend à l'église Sainte-Marie, traversant la campagne au milieu d'une foule recueillie, dépassant cent cinquante mille personnes. »

« Le service terminé, tous les Français faisant partie du cortège traversent la chapelle pour saluer le corps enlaid dans le caveau ouvert dans le bas-côté de la chapelle. »

« Au retour à Camden, le prince impérial passe devant les visiteurs pour remercier en son nom et au nom de l'impératrice. »

« Ici se place une démonstration dont je vous parlerai dans ma lettre. »

« L'attitude du peuple anglais a été admirable ; la police est très-bien faite, l'émotion est très-vive dans la foule. »

« Le prince, très-découvert, comme il a été pendant toute la cérémonie, se retire à trois heures chez le comte Clary. »

« Demain, à deux heures, l'impératrice recevra les Français venus à Londres. La gare de Charing-Cross a délivré à elle seule 75,000 billets. »

« Quelques commémorations, parmi lesquelles on a remarqué lissagary, Ranvier, ont été vus dans les environs de la chapelle, mais ils ont vite disparu. »

« La dépêche du roi d'Italie est touchante ; elle se termine par ces mots : « Il était mon frère d'armes et je l'aime. »

« Malgré les instances du prince impérial, le cri de « vive l'empereur » ayant été poussé, le prince a dit : « L'empereur est mort, crions : Vive la France ! »

Italie.

La Gazette officielle annonce que le ministre de la guerre a envoyé à Chislehurst le général Piola Caselli, avec trois officiers, pour assister aux obsèques de Napoléon et représenter l'armée italienne, dont Napoléon était le chef suprême en 1859.

Belgique.

La Chambre des Représentants a repris le 14 janvier ses travaux.

L'interpellation qui devait fournir au gouvernement l'occasion de déclarer qu'il n'approuverait pas la cession des lignes du Luxembourg a été faite par M. Defré.

M. le ministre des finances n'était pas à son banc.

C'est M. le comte de Theux, chef du cabinet, qui a pris la parole, et il s'est borné à déclarer, sans pouvoir donner pour le moment d'autre explication, que la cession des lignes n'aurait pas lieu.

On n'a pas généralement compris cette réserve, et il s'est engagé sur l'incident une discussion qui continuera aujourd'hui.

La note suivante de l'*Echo du Parlement* explique l'insistance de l'opposition.

Les propriétaires de charbonnages et d'usines métallurgiques de la province de Liège ont été reçus aujourd'hui par MM. les ministres des finances et des travaux publics.

Les ministres ont déclaré que le gouvernement avait pris la résolution de ne point approuver la cession des chemins de fer du Luxembourg. On a fait observer que les journaux annonçaient une modification dans l'administration de la Compagnie du Luxembourg qui permettait de supposer que l'on avait l'intention de reprendre sous une autre forme le projet de la Compagnie hollando-allemande.

Les ministres n'ont donné à ce sujet que des réponses évasives. D'après M. le ministre des travaux publics, ce que l'on dit à ce sujet est une pure supposition, et il n'aurait à s'expliquer que si l'hypothèse venait à se réaliser.

M. le ministre des finances, de son côté (les deux ministres ayant été visités séparément), a dit qu'il ne pouvait émettre, en ce moment, aucune opinion sur ce point.

Un membre de la députation de Liège ayant déclaré que dans cette situation des explications publiques semblaient nécessaires, M. le ministre des finances a vivement insisté pour que l'on ne fit aucune interpellation dans les circonstances actuelles. « Je ne considère pas, a-t-il dit, l'affaire comme terminée en ce qui touche les lignes du Luxembourg ; il y a une négociation ouverte ; si j'étais interpellé, je me refusais à répondre maintenant. Accordez-moi un délai, quinze jours au plus, et j'espère aboutir dans ce temps à un résultat favorable aux intérêts généraux du pays. »

En présence de cette déclaration, l'interpellation a été ajournée.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Amérique.

ÉTATS-UNIS. — Washington, 14 janvier.

— L'Assemblée législative de l'Arkansas a rendu le droit électoral aux citoyens qui en avaient été privés pour faits de participation à la guerre civile.

— Le nègre Pinchback a été élu sénateur par la législature de la Louisiane.

Belgique.

La Chambre des Représentants a repris le 14 janvier ses travaux.

L'interpellation qui devait fournir au gouvernement l'occasion de déclarer qu'il n'approuverait pas la cession des lignes du Luxembourg a été faite par M. Defré.

M. le ministre des finances n'était pas à son banc.

C'est M. le comte de Theux, chef du cabinet, qui a pris la parole, et il s'est borné à déclarer, sans pouvoir donner pour le moment d'autre explication, que la cession des lignes n'aurait pas lieu.

On n'a pas généralement compris cette réserve, et il s'est engagé sur l'incident une discussion qui continuera aujourd'hui.

La note suivante de l'*Echo du Parlement* explique l'insistance de l'opposition.

Les propriétaires de charbonnages et d'usines métallurgiques de la province de Liège ont été reçus aujourd'hui par MM. les ministres des finances et des travaux publics.

Les ministres ont déclaré que le gouvernement avait pris la résolution de ne point approuver la cession des chemins de fer du Luxembourg. On a fait observer que les journaux annonçaient une modification dans l'administration de la Compagnie du Luxembourg qui permettait de supposer que l'on avait l'intention de reprendre sous une autre forme le projet de la Compagnie hollando-allemande.

Les ministres n'ont donné à ce sujet que des réponses évasives. D'après M. le ministre des travaux publics, ce que l'on dit à ce sujet est une pure supposition, et il n'aurait à s'expliquer que si l'hypothèse venait à se réaliser.

M. le ministre des finances, de son côté (les deux ministres ayant été visités séparément), a dit qu'il ne pouvait émettre, en ce moment, aucune opinion sur ce point.

Un membre de la députation de Liège ayant déclaré que dans cette situation des explications publiques semblaient nécessaires, M. le ministre des finances a vivement insisté pour que l'on ne fit aucune interpellation dans les circonstances actuelles. « Je ne considère pas, a-t-il dit, l'affaire comme terminée en ce qui touche les lignes du Luxembourg ; il y a une négociation ouverte ; si j'étais interpellé, je me refusais à répondre maintenant. Accordez-moi un délai, quinze jours au plus, et j'espère aboutir dans ce temps à un résultat favorable aux intérêts généraux du pays. »

En présence de cette déclaration, l'interpellation a été ajournée.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

Autre dépêche.

Londres, samedi 15 janvier.

Le *Morning Post* annonce que le prince Napoléon retourne en Suisse, sans prendre aucune part aux manifestations politiques ni comme prétendant ni par rapport à la régence instituée pour le prince impérial. Le prince Napoléon (Jérôme) ne désire qu'une chose : c'est de voir ses droits de citoyen français reconnus par les tribunaux et par l'Assemblée Nationale.

la pomme à la violette et l'extrait pour le mouchoir à la violette de Parme ; c'est fin et extrêmement distingué.

Le lait d'Hébé rend à la peau sa jeunesse de quinze ans ; le lait d'Hébé enlève les rides, et donne un ton rosé qui est admirable. Les savons de la maison Ed. Pinaud sont tous brevétés, de même que ses autres produits, qui sont tous de fabrication supérieure.

BARONNE DE SPARE.

Nous distribuons à nos abonnés, avec le présent numéro, un *Supplément* d'annonces judiciaires.

Spectacles.

Du 5 janvier.

GRAND THÉÂTRE. — Opéra italien. 1^{er} abon. 15^e repr. Rigolotto, opéra en 4 actes. — (8 h.)

THÉÂTRE MARIE. — *Джамиле* за Царя, op. 1^{er} (7 h.)

THÉÂTRE ALEXANDRA. — *Несомынный* человек, com. 5^e repr.; *Джамиле*, op. 1^{er} (7 h.)

THÉÂTRE MICHEL. — 1^{er} abon. 18^e Vorstellung. — *Hofe Politi*, Lustspiel in 5 Akten. Hans Jürgen, Scherz in 1 Akt. — *Kammerkätzchen*, Dramatische Scherz mit Gesang in 1 Akt. — (7 Uhr.)

THÉÂTRE ROUFFE. — Grande représentation. — (7 1/2 h.)

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe. 14

Bulletin météorologique.

DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL DE ST-PETERSBOURG.

Vendredi 6 (15) janvier.

Bulletin météorologique.								
DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL								
DE ST-PETERSBOURG.								
Vendredi 6 (18) janvier.								
Lieux.	Baromètre à 0 millim.	Temp. à la surface.	Temp. à 2 m.	Temp. à 5 m.	Temp. à 10 m.	Humidité relative.	Quantité de pluie.	Direction et force du vent.
Petersb.	760.4	+0.1	-6.3	+2.7	84	10	NE 2	
9 h. s. hier	760.4	+0.1	-6.3	+2.7	84	10	NE 2	
7 h. m. auj.	761.8	+1.7	-10.9	-1.3	86	10	NE 1	
1 h. ap. m.	761.1	+0.7	-11.0	-1.3	86	10	NE 2	
Depuis hier 1 h. après								